

LA TRAJECTOIRE POLITIQUE DE LAURENT- DESIRE KABILA

Pierre BOFENDA LOFETU¹

¹ Pierre BOFENDA LOFETU est Chef de Travaux à l'Institut Supérieur Pédagogique d'Isangi en RDC.

Abstract

Laurent- Désiré Kabila was at a time a chief of war and a man of state. Arrived to the power following the military victory of the Alliance of the Democratic Strengths for the Liberation of Congo (AFDL), on the troops of Mobutu May 17, 1997, Laurent- Désiré Kabila wanted to institute in DRC a socialist inspiration democracy. For him, the military victory in her only was not sufficient to change Congo. It is why, he extolled what he qualified of "revolution forgiveness". In his understanding, it was necessary to mobilize the people in its whole to free the country of the neo-colonialism. It could be only possible if the power was really restored to the people through what it called "Committees of popular power".

Résumé

Laurent-Désiré Kabila fut à la fois un chef de guerre et un homme d'Etat. Arrivé au pouvoir à la suite de la victoire militaire de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), sur les troupes de Mobutu le 17 mai 1997, Laurent-Désiré Kabila voulait instaurer en RDC une démocratie d'inspiration socialiste. Pour lui, la victoire militaire en elle seule ne suffisait pas pour changer le Congo. C'est pourquoi, il a prôné ce qu'il qualifiait de « révolution pardon ». Dans son entendement, il a fallu mobiliser le peuple dans son ensemble pour libérer le pays du néo-colonialisme. Cela ne pouvait être possible que si le pouvoir était réellement restitué au peuple à travers ce qu'il a appelé « Comités de pouvoir populaire ».

INTRODUCTION

Dans son parcours politico-militaire, Laurent-Désiré Kabila était considéré comme le soldat du peuple, en mettant l'accent sur les Comités du Pouvoir Populaire compris comme un modèle de démocratie à la base. Emile Mokoyi (2001) définit « la démocratie comme un combat très long et jamais terminé qui se propose trois choses : Barrer la route à l'arbitraire du pouvoir, remplacer les pouvoirs arbitraires par des pouvoirs justes et rationnels, faire participer le peuple à la mise en place des pouvoirs. La doctrine du pouvoir populaire nous renvoie simplement à la concrétisation du concept de la démocratie : gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

Laurent-Désiré Kabila usa de son charisme pour faire oublier ses difficultés de communication en Lingala ou en Kikongo. Il se voulait un homme du peuple, ne dédaignant pas des meetings populaires et bain de foule. Par son image de leader, il gagna la sympathie de nombreux congolais, ce qui a consolidé sa popularité jusqu'à sa mort. En effet, le soutien populaire dont a bénéficié Laurent- Désiré Kabila avait commencé quand les villes du pays tombaient l'une après l'autre sous le contrôle de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL).

Ne jamais trahir le Congo est un devoir sacré légué par Laurent-Désiré Kabila au peuple congolais. C'est le fondement de l'engagement pour un Congo toujours debout et affranchi de toutes formes d'ingérence extérieure. Dans son devoir sacré, Laurent-Désiré Kabila exigea l'intégrité territoriale, la discipliné, l'honnête et la sincérité c'est-à-dire faire preuve d'un esprit de droiture et respectueux des valeurs morales qui fondent la vie en société.

Dans ce même ordre d'idées, Laurent-Désiré Kabila disait « Je dois vous assurer que je suis un soldat du Peuple : je ferai mon devoir jusqu'à mon dernier jour. Je veux que mon pays soit totalement libre. Et, en tout cas, un pays moderne qui se développe. Où sur le pan social, nos villages doivent être transformés ». (Kikidi Mbozo Kama R., 2018, p15).

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent article s'articule autour de quatre points. Le premier porte sur le parcours éducatif et politique de Laurent-Désiré Kabila, le deuxième point s'intéresse à Laurent- Désiré Kabila et la révolution du pardon. Le troisième point revient sur Laurent-Désiré Kabila et la démocratisation en RDC tandis que le quatrième s'attèle à la restitution du pouvoir à la base.

¹ Pierre BOFENDA LOFETU est Chef de Travaux à l'Institut Supérieur Pédagogique d'Isangi en RDC.

I. LAURENT-DESIRE KABILA : FORMATION ET PARCOURS POLITIQUE

Laurent-Désiré Kabila naquit à Ankoro dans la province congolaise de Tanganyika, le 27 novembre 1941. Il était fils de Kabila Tartibu et de Jeanne Mafika . A l'âge de quinze ans, « selon le souvenir du jeune Gaétan Kakundji, il s'improvisait déjà « redresseur des torto » : il vengeait systématiquement les faibles, victimes de brutalité et d'injustices » (Yerodia Abdoulaye Ndombasi, 2002, p.16).

Au village, Laurent-Désiré Kabila était adulé des jeunes « fans » qui l'avaient surnommé « *Dieu de terre* », leur idole « revenu de la grande ville et qui parlait français », une grande affluence se pressait autour de la demeure paternelle. Voilà pourquoi, sylvestre Lwetcha, chef d'Etat major Général interarmées des Forces Armées Congolaises (FAC), combattant de la première heure peut s'exclamer : « le président Kabila, homme de détermination, aux qualités exceptionnelles, était avant tout un soldat du peuple, un père tranquille, calme devant les difficultés. Il réalisa qu'il était promu à un destin national et populaire, il s'adonna sans relâche à la formation politique et militaire des combattants et des populations des zones rouges», (Yerodia Abdoulaye, *op.cit.*, p.18).

Laurent-Désiré Kabila a été l'un des anciens de la guerre de l'indépendance, une des vieilles connaissances de Patrice-Emery Lumumba, de Pierre Mulele, de Léonard Mitudidi, de Jean Ziegler, de Janson Sendwe, de Christophe Gbenye, de Gaston Soumialot et d'Ernesto Che Guevara.

Membre de la Balubakat, parti allié au MLC/Lumumba dirigé par Jason Sendwe, Laurent-Désiré Kabila est, en février 1962 Directeur de Cabinet du Ministre de l'information dans le gouvernement provincial du Nord-Katanga. En octobre de la même année, il est devenu Directeur du cabinet au Ministère de travaux publics, puis en novembre, il est coopté Député à l'Assemblée provinciale du Nord-Katanga à Manono.

Les années de jeunesse de Laurent-Désiré Kabila s'écoulèrent dans les montagnes, les forêts, les maquis où il s'endurcit à haïr l'esclavage, la servitude, l'oppression du peuple congolais livré à la merci d'un tyran et de son système exécutable.

Parmi les personnalités proches du MNC, certaines avaient changé de corps, s'étaient ralliés au régime Laurent-Désiré Kabila conserva la même ligne de conduite celle de l'indépendance nationale jusqu'au bout. Fervent disciple du Héros national, dans la jeunesse lumumbiste révolutionnaire, Laurent-Désiré Kabila renforça son sentiment nationaliste et s'engagea davantage pour parachever l'œuvre révolutionnaire entreprise par Patrice-Emery Lumumba.

Sur le chemin de la révolution, après l'échec du formidable Mouvement Populaire Insurrectionnel des années 63-64, Laurent-Désiré Kabila créa les maquis de Fizi Baraka, Wimbi et Hewabora (Frédéric Masala, 1999, pp.14-20). L'objectif était de matérialiser qualitativement les idéaux lumumbistes. Chef de guerre, Laurent-Désiré Kabila resta peu de temps dans le maquis mais il y avait instauré un régime de terreur. Au nom de l'internationalisme prolétarien, Ernesto Cheguevara lui rendu visite au maquis de l'Est où ils se sont séparés vers 1965, lorsque les mercenaires sont venus d'un peu portant sous la conduite du régime de Kinshasa à l'époque afin d'écraser la première insurrection populaire.

En souvenirs des pères enlevés à leurs enfants, ces compatriotes enlevés à la vie, aux cris plaintifs des suppliciés entassés dans les geôles, Laurent-Désiré Kabila érigeât des lieux de lutte et d'espoir, des sanctuaires de renaissance et de résistance, miniatures vivantes, préfigurations de la patrie libérée à jamais, où se conçoivent et s'élaborent la tactique et de la stratégie politiques lancées contre les tenants du MPR qui jeta le pays dans le dénuement, le délabrement où il a trouvé le 17 mai 1997.

Ainsi, le maquis cessa d'être un repaire de hors la loi pour être promu à la dignité de « miniature d'un Etat ». C'est là qu'il conçut des formes d'organisation, expérimentation de ce qui allait constituer les matrices de l'orientation Kabiliste : Service National, Réserves stratégiques Générales, comités de pouvoir populaire, cantines populaires. Ici, le maquis Kabiliste veille sur l'application du principe de se prendre en charge et de compter d'abord sur ses propres forces.

L'une des pensées de Laurent- Désiré Kabila voudrait l'attacher à l'idéal de la Nation congolaise c'est-à-dire il ne peut, par ses actes, sa parole ou par ses écrits, mettre en péril, ni l'intégrité territoriale, ni l'unité, ni la souveraineté nationale. Il est ainsi appelé à servir, partout et en toutes circonstances, l'intérêt de sa patrie et de son peuple jusqu'au sacrifice suprême. Il est engagé à la cause de la reconstruction nationale et enfin il privilégie ce qui unit et fait preuve d'un discours et d'un comportement crédibles.

Lutter contre le néo-colonialisme, l'impérialisme, l'exploitation du peuple, responsables de la déchéance de la nation, se poursuit en changeant des formes et il revenait à Laurent Désiré Kabila de démystifier et s'adapter à ces nouvelles formes afin de persister dans la défense des intérêts du peuple.

Laurent Désiré Kabila voulait participer à la protection et à la défense de l'intégrité du territoire national c'est-à-dire il resta solidement attaché à l'unité nationale et fidèle à cette longue et noble lutte jalonnée de nombreux sacrifices. Dans le contexte du maquis, le premier point de la politique intérieure de Laurent Désiré Kabila stipulait : stabiliser et éduquer le peuple pour qu'il sache détecter qui est ami ou ennemi. Conformément à cette idée force, il considéra les fractions de la bourgeoisie congolaise liée aux intérêts étrangers plutôt en adversaires qu'en ennemis politiques.

En ce qui concerne les expériences malheureuses du passé, il fonda le clou et insista qu'il ne fallait plus jamais ces genres d'expériences malheureuses aux conséquences désastreuses. Il combattit aussi toutes ces antivaleurs contre les intérêts de la RDC, c'est-à-dire, lutter contre les antivaleurs à tous les niveaux pour parvenir au changement des mentalités, afin d'établir une société saine et juste.

Enfin, dans son devoir sacré, Laurent-Désiré Kabila exigea l'intégrité territoriale, la discipline, l'honnête et la sincérité c'est-à-dire faire preuve d'un esprit de droiture et respectueux des valeurs morales qui fondent la vie en société.

II. LAURENT – DESIRE KABILA ET LA REVOLUTION PARDON

Laurent-Désiré Kabila, après une longue période de dictature et de perversion des valeurs, il faut une reconversion positive des mentalités du peuple congolais, par une éducation politique et civique de grande envergure ; type de service national pour leur inculquer la mentalité de « ne jamais trahir le Congo » à cause des intérêts sordides et individuels.

Malgré la victoire militaire de l'AFDL, Laurent Désiré Kabila a estimé qu'une révolution pardon était nécessaire pour renforcer la cohésion nationale et impulser une paix durable indispensable à la stabilité et à la reconstruction de la RDC qu'il a trouvée en faillite.

Ainsi, immédiatement après la défaite des Forces armées zaïroises du Maréchal Mobutu, Laurent-Désiré Kabila à la tête du pays, leva l'option de récupérer certains anciens de la deuxième République pour les positionner à des postes stratégiques en vue de déclencher l'opération consistant à chasser les alliés de l'AFDL. Pour sauvegarder selon lui, les intérêts suprême de la RDC, il accepta d'entrer en contradiction avec ceux-là même qui l'ont aidé à accéder au pouvoir.

Il fallait rendre effectif le transfert du pouvoir au peuple congolais victorieux et entreprendre sa conscientisation. Pour ce faire, il fallait organiser le peuple, car il est possible que celui-ci soit à mesure d'identifier ses vrais ennemis et ses vrais intérêts.

Selon Laurent-Désiré Kabila :

« L'acte du transfert du pouvoir au peuple congolais, c'est la disparition de l'AFDL en tant qu'organisation politique. En effet, si l'AFDL se transformait en parti politique, à quoi ressemblerait ce parti ? Il ne pouvait être qu'un foyer de médiocrité et d'opportunisme. Nous avons vécu la course effrénée à l'enrichissement, à la rapine, aux pillages des biens d'autrui. Il fallait rappeler à ces messieurs que le pouvoir devrait être remis au peuple. Ces gens-là détenaient une portion de pouvoir par le biais des forces étrangères qu'ils ont accompagnées lors de la guerre de libération. Il fallait empêcher les partis politiques qui étaient membres de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la libération d'accaparer le pouvoir pour faire la même chose que les hommes ou les dirigeants de la deuxième République ». (Ludo M., *op.cit.*)

Il a fallu empêcher que le pouvoir devienne l'affaire d'un club d'amis, de gens qui se connaissent et qui se serviraient du pouvoir de l'Etat pour s'enrichir et réprimer les autres. L'une des obligations de Laurent Désiré Kabila pour les dirigeants était de ne pas permettre à une quelconque clique de s'emparer du pouvoir de l'Etat. Si l'on n'avait pas accompli ces tâches cruciales rapidement, il y aurait eu un risque que le pouvoir retombe

dans les mains des opportunistes et aventuriers qui seraient infectés dans les organes dirigeants du pouvoir politique pour remplir la même mission.

Laurent-Désiré Kabila déclara ceci « *ne pas s'en prendre aux mobutistes, nous avons besoin de tous les congolais pour assister à la reconstruction du pays. Il a pardonné et préféré le renforcement de la cohésion nationale par les brassages linguistique et ethnique* ».

Enfin, Laurent Désiré Kabila militait pour que la loi sur l'organisation et le fonctionnement des partis politiques insiste sur le rôle de l'encadrement et de l'éducation politique de la population, en mettant un accent particulier sur la devise « union fait la force ».

Dans son organisation et fonctionnement Laurent-Désiré Kabila s'enracine sur l'ensemble du pays. La lutte au moyen des armes comme l'a amené l'AFDL est une stratégie révolutionnaire nécessaire, indispensable, mais non suffisante. L'instauration de la justice et du respect mutuel parmi les hommes, les peuples et les nations exige une stratégie complémentaire : l'organisation politique des masses, du peuple, pour en faire une force révolutionnaire capable d'assumer le pouvoir d'Etat. Organiser le peuple c'est le conscientiser, l'amener à s'unir, à se mobiliser, à se prendre en charge, à mûrir politiquement et à percevoir correctement les enjeux du monde, ses intérêts propres, les priorités et les stratégies pour réaliser l'indépendance, l'autonomie, son bonheur.

Laurent-Désiré Kabila a estimé qu'une telle organisation susceptible de restituer la dignité au peuple nécessite de créer des Comités du Pouvoir Populaire (CPP) comme structures de détention réelle et d'exercice efficace du pouvoir par le peuple. On note que cette idée trouve son existence et sa fécondité dans la philosophie socialiste, communautaire, populaire. Le concept « populaire » comporte une signification noble, un souci fondamental de respect de la communauté comme base sociale détentrice du pouvoir de la société. Est populaire, ce qui révèle non pas de la vulgarité, mais bien au contraire, de la volonté générale et sérieuse du peuple tout entier uni, rassemblé, mobilisé autour d'un idéal commun dans une démarche rationnelle, bien organisée.

L'organisation du peuple passe par la conscientisation politique des masses paysannes à travers les comités du pouvoir populaire dans le but de restituer effectivement le pouvoir au peuple, de créer une vraie démocratie.

Le Comité du Pouvoir Populaire pour Laurent-Désiré Kabila, fonctionnant en aval de l'assemblée populaire délibérante et qui décide, est un gouvernement exécutif populaire. Sans être un parti politique, il vient remplacer l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération du Congo, ce conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers sans vision idéologique cohérente, et dont la tâche est supposée s'arrêter depuis l'accès du peuple au pouvoir en mai 1997, en cassant le néo-colonialisme instauré par le président Mobutu.

La finalité d'une telle organisation du pouvoir populaire est de permettre que le peuple gouverne sur son sol, chasse la domination étrangère sur ses richesses. Il s'agit d'arriver à créer un Etat populaire, un Etat véritablement démocratique au sein duquel se réalise l'effectivité du gouvernement du peuple pour le peuple par le peuple. L'Etat Populaire est un Etat du peuple, un Etat qui pense d'abord et avant tout aux intérêts du Congo. L'Etat populaire privilégie les intérêts des nationaux, du peuple, de chacun des citoyens et non point ceux des seules élites au pouvoir, elles-mêmes agents des puissances étrangères.

Le Comité du Pouvoir Populaire était un pouvoir national patriotique pour la reconstruction du Congo car il était l'organe exécutif du pouvoir d'Etat qu'assume le peuple. Il s'agit de la matérialisation du concept universel : pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple. Il faut matérialiser ce concept qui a souvent été utilisé par des classes politiques dominantes pour tromper le peuple.

Il faut réellement que le peuple exerce le pouvoir lui-même. Que tout le peuple s'implique dans l'exercice du pouvoir ; qu'il puisse le détenir et s'en servir pour ses propres intérêts. Il faut aller vers le peuple qui a le pouvoir et s'associer à lui. Les Comités du Pouvoir Populaire sont le peuple structuré en organes du pouvoir d'Etat populaire. Les Comités du Pouvoir Populaire gèrent directement la chose publique à chaque échelon de l'Etat.

Pour promouvoir réellement la démocratie à la base, Laurent-Désiré Kabila dans sa marche vers le pouvoir, instaura le système de vote à main levée afin que le peuple se prononce en choisissant

directement ses dirigeants. Cet apprentissage démocratique se faisait chaque fois qu'une ville ou une province du pays passait sous le contrôle des troupes de l'AFDL en rébellion contre le régime de Mobutu.

III. LAURENT-DESIRE KABILA ET LA DEMOCRATISATION EN RDC

En vue de mettre un terme au refus du président Mobutu d'ouvrir le pays à une démocratie véritable, L.D. Kabila prit le pouvoir à la faveur d'une lutte armée, soutenue, appuyée par le peuple qui attendait de ce dernier des changements politiques conformes à sa nouvelle aspiration démocratique. Cependant, il sied de noter que Laurent-Désiré Kabila avait une conception maoïste ou socialiste de la démocratie différente de la démocratie représentative qu'il avait trouvée en cours et qu'il qualifiait de démocratie bourgeoise.

Dans la perspective maoïste, il y a démocratie véritable lorsqu'on en vient à la suppression du pouvoir d'Etat et des partis politiques qui sont des instruments dont se sert la bourgeoisie pour opprimer le peuple. Mao Tse Toung précise que la véritable démocratie, qu'il qualifie de la dictature démocratique populaire, consiste à exercer une dictature sur les valets de l'impérialisme, sans tolérer de leur part aucun propos ou acte contre le pouvoir établi. Tout propos ou acte de ce genre sera aussitôt réprimé et puni. C'est au sein du peuple que la démocratie est pratiquée, le peuple jouit de la liberté de parole, de réunion, d'association, etc.

Le droit de vote n'appartient qu'au peuple, il n'est point accordé aux réactionnaires. Il est donc clair que pour Laurent-Désiré Kabila, inspiré par ce précepte, la « démocratie bourgeoise à l'occidental » qu'il avait trouvée en cours de consolidation devait céder la place à la démocratie populaire. (Mao Tse Toung, 1972).

Comme le fait remarquer Lobho Iwa Djugu Djugu (2006), « le nouveau président tenta d'organiser le pays à sa manière avec un décret-loi constitutionnel élaboré à la hâte et qui portait tous les germes des turpitudes. Du processus de démocratisation qu'il trouva sur place, il n'en fit qu'une vague allusion. De toutes les façons, personne dans son entourage, ni les rwandais, ni les ougandais et moins encore les alliés banyamulenge, n'avaient besoin de poursuivre un processus qui les laisserait au bord de la chaussée politique ».

Ainsi, l'ensemble des textes qui ont régi l'exercice du pouvoir, les activités des partis politiques comme celles des associations montre bien la volonté du président Laurent-Désiré Kabila de restructurer le champ politique congolais à l'aulne des principes maoïstes.

IV. RESTITUER LE POUVOIR AU PEUPLE

Pour Laurent-Désiré Kabila, le peuple est l'unique source de la légitimité du pouvoir et reste le principal organisateur de l'activité politique, économique et sociale du pays.

L'idéologie et le projet politique de Laurent-Désiré Kabila sont d'inspiration maoïste. Il se proposait de faire de la RDC une société démocratique et socialiste. Le maoïsme, selon Laurent-Désiré Kabila, repose sur trois principes :

- la connaissance des différents courants de pensée (matérialisme, idéalisme) ;
- la maîtrise d'une science qui conduit à l'autosuffisance (économie politique) ;
- la conviction que toutes les richesses (potentialités) agricoles industrielles et minérales appartiennent à l'Etat socialiste (. (Ludo M ; 1998, pp 217-218).

Il préconisait faire du Congo un pays où toutes les richesses devraient être au profit de la population. Dans cet Etat démocratique, seul le peuple devait détenir le pouvoir de décider de la destinée du pays. Le Gouvernement démocratique et l'Etat socialiste auraient la mission de garantir à la population l'égalité de tous, l'élimination de toute forme de discrimination, la justice pour tous, la répartition équitable des revenus, et l'élimination du chômage.

Trois décennies plus tard, la lutte armée, menée cette fois-ci avec le soutien des grandes puissances et des pays des Grands Lacs africains, va porter Laurent-Désiré Kabila au pouvoir, lui donnant ainsi l'opportunité de matérialiser ses idées longtemps caressées pour bâtir au cœur de l'Afrique un Etat du peuple, véritablement démocratique. Sa gestion de la chose publique s'est-elle rapprochée de cet idéal ? Nous pouvons noter que les idées de Laurent-Désiré Kabila au maquis et sa gestion du pouvoir n'ont pas fait bon ménage. Il y a eu des contradictions et des écarts entre le dire et le faire.

La révolution qui a conduit l'AFDL à chasser du pouvoir ceux qui ont pris le pays en otage, avait une finalité. L'AFDL était un mouvement dirigé par des cadres révolutionnaires qui selon lui, avaient le souci de l'indépendance et de la souveraineté du pays, ainsi que du bien-être matériel de son peuple. La finalité de la révolution était que le peuple gouverne souverainement sur son sol. Il était inscrit à l'ordre du jour

qu'après la victoire de la révolution populaire du 17 mai 1997, l'AFDL devrait s'acquitter de cette tâche historique.

Par contre, l'AFDL était loin d'être l'avant-garde du mouvement de libération de la RDC, à cause de sa composition. En fait, l'AFDL était constituée de quatre mouvements politiques alliés, dont trois sans expérience révolutionnaire ni orientation idéologique, légitimés par l'extérieur. C'était un conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers disait Laurent-Désiré Kabila.

Victor Cimanya veut prouver le bien-fondé de la formule « libres et transparentes » pour le Congo en citant l'exemple de la constitution de Luluabourg de 1964. Cette constitution, dit-il, a été à la base « de la tenue de nouvelles élections qui ont tenté de restituer le pouvoir. Il y a eu une majorité parlementaire favorable à l'ancien premier ministre Moïse Tshombe. Mobutu a interrompu ce processus politique par le coup d'Etat du 24 novembre 1965.

Quand on observe les luttes populaires qui se sont déroulées en 1964-1965, l'erreur saute aux yeux. Pour Cimanya, la constitution de Luluabourg a été le modèle d'une constitution néocoloniale. Elle a codifié la démocratie pour ceux qui ont de l'argent et qui sont soutenus par l'occident. Cette constitution a réprimé toute tentative du peuple de briser le joug néocolonial, toute action révolutionnaire pour libérer le Congo de la domination étrangère. La constitution de Luluabourg a permis que Tshombe et Munongo, jusqu'alors considérés comme les chefs de file de la sécession Katangaise et les deux ennemis les plus acharnés des nationalistes, prennent la tête du gouvernement de Kinshasa.

De cet effet, Victor Cimanya affirme que la victoire de Tshombe aux élections de février 1965 restitua le pouvoir au peuple. On doit comprendre en cela que la volonté de démocratie directe a le sens de la responsabilité des citoyens depuis leur lieu de vie individuelle et communautaire de base. Si dans nos cités modernes, dont les dimensions sont larges contenant des millions d'habitants, la démocratie représentative est inévitable, il est avantageux de concevoir et d'appliquer la démocratie directe dans les petites communautés, comme dans les anciennes cités athéniennes.

La restitution du pouvoir au peuple permet à ce dernier de prendre son destin en mains, de se forger soi-même les chemins de son destin d'autogouvernement, de son développement, de sa dignité. Il faut conscientiser le peuple et lui donner le devoir de ne compter que sur lui-même pour son salut, de cesser de s'enliser dans l'illusion, nourrie par des miettes d'assistance, qu'un jour l'impérialisme occidental réalisera le développement du Congo et de l'Afrique.

La démocratie directe rend sa dignité au peuple qui a longtemps été obligé d'évoluer dans les fers de la dictature. La restitution du pouvoir au peuple est à la fois une exigence légitime et une nécessité morale. C'est une obligation morale pour quiconque se veut soucieux de voir s'instaurer la vraie démocratie au sein de la communauté nationale. L'idée de comités du pouvoir populaire éveille la nécessité, pour le peuple, de ne jamais compter avant tout sur ses propres efforts, de n'avoir véritablement foi qu'en soi-même, et de se méfier prudemment des acteurs politiques vecteurs de fausses promesses et de mensonges dans leur hypocrisie en quête de suffrages et de popularité.

Cependant, il est utile de noter, comme élément de pertinence de l'idée de restitution du pouvoir au peuple, de responsabilisation du peuple à la base, que cette démarche aurait dû impliquer, absolument, l'option fédéraliste et la décentralisation du pouvoir dans l'organisation et l'administration du territoire national. La restitution du pouvoir au peuple, à travers des Comités du Pouvoir Populaire, est en fait une plaidoirie furtive en faveur du fédéralisme décentralisé, le seul qui soit, dans les dimensions objectives du Congo, susceptible de générer efficacement le développement économique et social et, ainsi de rendre sa pleine dignité au peuple.

La détermination à créer une nation véritablement indépendante, est dans la volonté de la pensée politique de Kabila. Celle-ci lui confère la noblesse patriotique comme la grandeur d'âme que tout esprit indépendant est obligé de lui reconnaître.

CONCLUSION

Nous sommes au terme de cette réflexion qui nous a permis de décrire en quelques lignes la trajectoire de Laurent-Désiré Kabila en tant qu'homme d'Etat et chef de guerre. Nous avons aussi insisté sur sa formation et son parcours.

Somme toute, Laurent-Désiré Kabila est resté toute sa vie dans la ligne du combat pour l'indépendance des peuples, le socialisme et la paix. Il s'est fait le porte-parole des exploités et des opprimés, des ouvriers et des paysans. Son but est de combattre l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui dans la littérature marxiste s'appelle créer une juste société socialiste.

Il voulait faire de la RDC un pays d'inspiration maoïste sur le plan idéologique. Cependant, sa courte durée au pouvoir n'a pas permis la concrétisation de ce grand projet.

BIBLIOGRAPHIE

- Cimanya Biringingwa V., *Légitimité du pouvoir. L'expérience électorale en R.D.C*, ACP, Kinshasa, 30 Juin 1999.
- Kikidi Mboso Kama R., *Ne jamais trahir le Congo : héritage idéologique et politique de Patrice-Emery Lumumba et de Mzee Laurent-Désiré Kabila*, Kinshasa, 2018.
- Lobho Lwa Djugu Djugu, *Le Congo à l'épreuve de la démocratie. Essai d'histoire politique*, PUK, Kinshasa, 2006.
- Lobho Lwa Djugudjugu, *troisième République au Zaïre, perestroïka, Démocratie au Catastroïka ?* Bibliothèque du Scribe, Kinshasa, 1991.
- Ludo M., *Kabila et la révolution congolaise*, éd. Epo 1 Kinshasa, 2002.
- Mao Tse Toung, *Textes choisis*, éditions des langues étrangères, Pékin, 1972.
- Masala F., « Kabila le soldat du peuple », in *Jeune Afrique économie*, n°286 du 3 au 16 mai 1999.
- Mukoyi E., *Au revoir M'zee Laurent- Désiré Kabila- pouvoir populaire, le rêve brisé ou le rêve continu ?* éd APA, Kinshasa, 2001.
- Yerodia Abdoulaye N., *Ainsi parla M'zee Hommage à M'zee Laurent Désiré Kabila*, Kinshasa, 2002.